

<http://www.snetap-fsu.fr/CDFN-des-18-et-19-novembre.html>



# CDFN des 18 et 19 novembre

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : jeudi 20 novembre 2014

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

## Texte Action - [CDFN](#) 18 et 19 novembre 2014

### International

La situation internationale est inquiétante et ce y compris en Europe notamment avec la situation ukrainienne. Les conflits et l'instabilité sont grands aussi dans les pays méditerranéens et du Moyen Orient.

La [FSU](#) soutient les populations palestiniennes, kurdes ou encore celles des minorités en Irak, et toutes les forces progressistes qui, engagées notamment dans les révolutions arabes, luttent contre les régimes totalitaires, pour la démocratie et pour faire reculer l'intégrisme religieux et le fanatisme.

Après l'attaque meurtrière et destructrice à Gaza opérée cet été par l'armée israélienne et avec les provocations du gouvernement israélien, une nouvelle phase d'embrasement est fortement à craindre.

L'Union Européenne doit agir pour éviter le pire en suspendant l'accord d'association entre l'UE et Israël.

La FSU poursuit son engagement dans la campagne BDS en le popularisant et, dans le cadre du collectif national pour une paix juste et durable entre israéliens et palestiniens, la campagne pour que l'Etat français reconnaisse l'Etat de Palestine.

L'Union européenne s'enfonce dans la stagnation économique, au risque de tomber dans la déflation. Même les rapporteurs du FMI expriment des inquiétudes.

Tous les États Européens mènent les mêmes politiques d'austérité, ce qui asphyxie les économies ne trouvant aucun débouché à leur production.

La révélation du « Luxembourg Leaks », encourageant et légalisant l'évasion fiscale pour plus de 500 multinationales (dont plus de 50 françaises) démontre une nouvelle fois la complicité ou le déni des gouvernements de la communauté européenne dans l'organisation de la perte considérable de recettes publiques pour les Etats.

Les conséquences en sont identiques : explosion du chômage (notamment des jeunes), gel des salaires et des pensions, remise en cause des services publics, restriction des droits des salariés, développement de la précarité... Cette situation économique et sociale offre un terreau à toutes les idéologies d'extrême droite.

Si aucune voix gouvernementale ne se fait entendre en Europe pour réorienter les politiques économiques et sociales, les salariés et notamment les fonctionnaires en Europe se sont mobilisés pour exprimer la nécessité d'autres choix (Italie, Grèce, Espagne).

Ces mobilisations en Europe appellent toute notre attention, notre solidarité, avec une responsabilité particulière des mouvements syndicaux et sociaux européens pour travailler à une convergence, à même de construire un rapport de force à l'échelle européenne capable de faire vivre les alternatives à l'austérité .

La mobilisation contre le Tafta s'amplifie. Elle doit permettre de faire cesser les négociations en cours (TAFTA et

TISA) et empêcher la ratification du CETA.

La FSU appelle à la réussite de la mobilisation du 19 décembre prochain à Bruxelles contre les accords de libre échange et les politiques d'austérité en Europe.

Le dernier rapport du GIEC confirme la gravité de la situation concernant le dérèglement climatique. D'ores et déjà, des populations connaissent des situations humanitaires très graves liées aux phénomènes « climatiques ».

### France

En France, l'émotion suite à la mort de Rémi Fraisse est grande. Les conditions dans lesquelles ce jeune manifestant est mort sont inacceptables tout comme sont inacceptables le silence et les manœuvres dilatoires du gouvernement pendant les deux jours qui ont suivi.

La FSU exige que l'enquête en cours fasse toute la lumière sur les circonstances de ce décès et que les responsables soient jugés.

Elle soutient et suit avec attention la proposition de la LDH d'une commission d'enquête indépendante.

Elle dénonce la violence des forces de l'ordre devant les multiples manifestations d'opposition à la construction du barrage du Testet à Sivens, notamment lors du mouvement au lycée de Gaillac.

La FSU a dénoncé l'hébergement pendant près d'un mois de l'unité de gendarmerie au lycée agricole public d'Albi-Fontlabour.

En ce qui concerne le projet de barrage, la FSU dénonce, comme en ce qui concerne les projets de Notre Dame des Landes ou de la ferme des « 1000 vaches », le refus du débat contradictoire sur les modèles de production et de développement qui conduisent à la destruction des éco-systèmes, des cultures et des organisations sociales.

La FSU réaffirme son soutien aux militants de la Confédération Paysanne condamnés dans le cadre de leur action contre la ferme des « 1000 vaches ». Elle demande le respect du droit et des garanties à manifester.

Elle demande que les militants inquiétés dans ce cadre ne soient pas poursuivis.

La FSU dénonce la politique répressive de la part des pouvoirs publics à l'endroit du mouvement social en général, et de l'atteinte aux libertés publiques.

La FSU condamne les violences policières et l'utilisation d'armes dangereuses.

La FSU proposera une rencontre à la confédération paysanne.

Elle rappelle son opposition à l'usage de flash-ball et des tasers, dits armes non létales mais qui tuent et mutilent.

La FSU prend acte de l'annonce de l'interdiction des grenades offensives par le ministre de l'intérieur et attend les textes.

Des jeunes, des organisations de jeunesse sont aujourd'hui fortement mobilisés que ce soit pour protéger et défendre les jeunes mineurs menacés d'expulsion, pour dénoncer les répressions policières et pour militer pour une

société plus juste.

Contrairement aux idées reçues, ils font ainsi la démonstration que la jeunesse porte aussi des valeurs et n'hésite pas à s'engager.

La FSU s'en félicite et travaille avec ces organisations pour ensemble peser.

Lors du dernier Cdfn, la FSU a fait l'analyse que notre société, comme les peuples d'Europe, est confrontée à une crise globale. La situation économique et sociale est particulièrement grave et inquiétante.

La politique de baisse des dépenses publiques, loin de résorber les déficits publics ne permet pas la relance faute d'investissements publics, de réforme fiscale juste et de relance par la consommation des ménages.

La remise en question de l'universalité des droits en matière d'allocations familiales, la restriction de l'accès effectif aux soins pour toutes et tous, la remise en cause de la progressivité de l'impôt, autant de mesures qui enfoncent de nouveaux coins dans l'état social.

Ce sont toujours les populations les plus fragiles, les salariés et les retraités qui payent le prix fort de ces politiques d'austérité.

Pourtant, le gouvernement persiste dans ce choix sans que les résultats promis en matière notamment d'emplois soient au rendez-vous.

La volonté du gouvernement français de limiter l'assiette de la taxe sur les transactions financières aux seules actions, épargnant ainsi les produits financiers les plus spéculatifs, est inacceptable.

La FSU s'associe aux organisations qui, comme ATTAC, mèneront campagne pour défendre une TTF ambitieuse.

Cette crise politique majeure se traduit par une perte de confiance en l'avenir, une défiance à l'égard de l'action collective et ouvre la voie à l'extrême droite.

Dans cette période, la FSU regrette de constater que le mouvement syndical n'offre pas les espaces unitaires de débats et d'actions utiles pour peser sur le cours des choses.

Face au désarroi de nombre de citoyens, à leur mécontentement, à leur doute, à leur défiance à l'égard des organisations aussi bien politiques que syndicales, le mouvement syndical renvoie trop souvent au repli identitaire et à la division.

Sa responsabilité est de reconquérir la confiance des salariés, de leur redonner un pouvoir d'intervention si nécessaire à un moment où le monde du travail est en souffrance et près de 6 millions de personnes au chômage et de contribuer à la construction des alternatives aux politiques actuelles.

La FSU a pris ses responsabilités par sa campagne et en décidant d'une semaine d'action fédérale ainsi que de la journée pour les salaires et l'emploi avec l'Ugff-Cgt, la FA-[FPT](#) et Solidaires. Cela ne saurait suffire.

Elle poursuit tous les contacts unitaires possibles pour changer la donne.  
Il doit construire un rapport de forces de nature à contraindre les choix du gouvernement.

La FSU poursuit son dialogue avec les forces syndicales, associatives et politiques, qui partagent ses valeurs et reste attentive aux initiatives de collectifs qui visent à construire une alternative aux politiques d'austérité et au modèle libéral.

### **Avenir de la Fonction publique**

Les élections professionnelles du 4 décembre prochain constituent un rendez-vous social majeur.

Plus de 5 millions d'agents de la Fonction publique sont appelés à voter en même temps pour élire leurs représentants pour 4 années.  
Ces élections détermineront aussi la représentativité des organisations syndicales.

La FSU a déposé des listes dans tous les ministères de la Fonction publique de l'État (excepté à celui de la santé), et dans bon nombre de collectivités territoriales (20 Conseils Régionaux, 38 Conseils Généraux, 10 Centres de gestion départementaux et plus de 110 collectivités ou intercommunalités territoriales).

L'enjeu premier est celui de la participation. Pour cela, la mobilisation de tous s'impose.

La FSU doit retrouver sa première place à la fonction publique de l'État et être représentative à la fonction publique territoriale. C'est nécessaire pour la FSU et ses syndicats.

Cela l'est aussi pour le syndicalisme de transformation sociale, d'action et de proposition que nous représentons et défendons.  
Mais cela l'est aussi pour la Fonction publique.

Elle est aujourd'hui à un tournant qui se traduit pour les agents par des perspectives incertaines.  
L'engagement sans faille de la FSU pour les services publics doit se traduire lors de cette échéance électorale afin d'envisager un avenir plus positif.

Ces élections sont l'occasion pour tous les fonctionnaires de faire entendre leur voix.

Face aux mesures injustes (salaires bloqués, absence de création des emplois nécessaires, dévalorisation du travail des agents et de leurs missions de services publics...), un vote massif peut donner un signal social fort.

C'est pourquoi, dans les semaines qui viennent, il est important de faire connaître et valoriser nos actions, nos revendications et propositions syndicales pour rendre de la confiance, de la fierté, de l'espoir à tous les agents.

La Fonction publique et les services publics sont fortement impactés par les choix budgétaires du gouvernement qui, à travers le Pacte de responsabilité, a fait le choix d'affaiblir l'Etat au profit d'entreprises.

C'est la fonction publique en premier lieu qui en fera les frais.

La FSU mène campagne depuis la rentrée de septembre, notamment autour de son ouvrage « En finir avec les idées fausses sur les fonctionnaires et la fonction publique », et avec nombre d'outils articulés avec ceux des syndicats nationaux (publications, réunions/débats, insert « presse », communications...).

Elle y dénonce le « fonctionnaire bashing », cherche à rétablir des vérités et porte la nécessité de conforter et développer des services publics de qualité dans notre société actuelle.

Les enjeux sont de taille : aménagement du territoire, justice sociale, accès aux droits fondamentaux, réduction des inégalités, progrès social pour toutes les générations et tous les citoyens....

C'est pourquoi la FSU a décidé d'une semaine d'action du 17 au 22 novembre avec notamment un rassemblement pour les salaires le 18 et un temps fort pour l'Education et l'enseignement supérieur le 22.

Alors que nombre de propos et propositions, sans que le gouvernement ne cherche à les contrecarrer, contre la fonction publique (et donc le principe même de défense de l'intérêt général), contre les fonctionnaires se développent, la FSU continue de défendre des services publics de qualité indispensables pour asseoir notre modèle social et ses valeurs d'égalité, pour faire face aux conséquences de la crise et pour permettre les évolutions nécessaires dans de nombreux domaines pour répondre aux défis de notre siècle et aux besoins d'une population qui augmente.

A l'heure de la réforme de l'État et de la réorganisation territoriale, au moment où le projet de budget 2015 ne va pas dans le bon sens (réduction des dépenses publiques et ainsi des dépenses de l'État, maintien du gel du point d'indice, diminution des budgets des administrations et des dotations aux collectivités territoriales...), la FSU demande au gouvernement de revoir ses orientations.

Elle lui demande d'affirmer le rôle indispensable que joue, et doit pouvoir jouer mieux encore, la Fonction publique et de lui offrir ainsi qu'à ses agents un projet d'avenir.

Tous les secteurs de la Fonction publique, Éducation, Écologie, Agriculture, Recherche, Justice, Culture, Sport et Education populaire, Collectivités territoriales...ont un rôle à jouer car ils sont des éléments structurants de la société et incontournables pour la bonne marche de l'activité de notre pays.

C'est pourquoi la FSU continue d'exiger que toute réorganisation territoriale, comme toute réforme de l'État (cf. la revue des missions de l'État), réponde aux besoins de la population, permette un meilleur accès à des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire et contribue à réduire les inégalités territoriales et sociales.

Après la loi sur les métropoles, le projet de loi NOTR se précise sans réelle concertation avec l'ensemble des partenaires.

Au-delà des critiques qu'elle fait sur le fond de la réforme, la FSU demande au gouvernement la plus grande clarté sur ses objectifs car la situation a un caractère anxiogène pour les agents de la fonction publique territoriale.

En cas de transferts entre collectivités, la FSU exige une harmonisation par le haut des régimes statutaires, indemnitaires et sociaux.

La réforme territoriale qui se mène, en lien avec la réforme de l'état, sans débat citoyen, risque de placer les

territoires en situation de concurrence, et d'aggraver les inégalités.

### Fonction publique

Si le nombre d'emploi dans la fonction publique est globalement maintenu, il est en faible baisse (1278 postes) dans la fonction publique d'Etat et ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins.

La « priorité » donnée à 3 secteurs se fait au détriment des autres.

La FSU continue d'exiger l'ouverture de discussions sur la situation de l'emploi public afin de créer les emplois nécessaires au bon fonctionnement des services.

La baisse des dotations aux collectivités territoriales risque de se traduire par des baisses d'effectifs dans nombre de collectivités alors que les besoins de la population augmentent.

Pour tous les agents, la poursuite et la confirmation du gel de la valeur du point d'indice est inacceptable.

C'est pourquoi la FSU a appelé le 18 novembre avec la [CGT](#), Solidaires et la FA-FPT à une journée de mobilisation et d'interpellation des élus alors qu'ils décident du budget pour 2015.

Face aux mises en cause du statut des fonctionnaires, très fréquentes ces dernières semaines, et souvent justifiées par la volonté de réduire les dépenses publiques, les premières réunions de négociation sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) ont permis aux organisations syndicales de réaffirmer leur attachement au classement des corps et des cadres d'emploi dans des catégories statutaires construites sur le niveau de diplôme, au respect des identités professionnelles, à l'égalité de traitement comme au droit des agents à la mobilité.

La FSU cherchera à construire le rapport de forces nécessaire pour que ces négociations aboutissent à un renforcement de la construction statutaire.

La grille de la Fonction publique n'a pas été retravaillée dans son ensemble depuis près de 25 ans.

L'obligation d'en relever de manière récurrente les premiers échelons a conduit à une réelle déstructuration, à un tassement des carrières, tandis que l'importance des indemnités ne cessait de croître, amplifiant les inégalités.

Les attentes sont fortes pour une reconstruction de la grille qui permette de rémunérer les qualifications, de réels déroulements de carrière, d'intégrer l'essentiel des primes dans les traitements.

La dernière période a vu le développement du management (modulation des indemnités, profilage des emplois, marché de l'emploi public...). Ces logiques sont installées chez les cadres.

Il y a donc un enjeu particulier à en débattre, à réaffirmer que le droit de chacun est d'autant mieux assuré par les droits reconnus à tous et que l'égalité de traitement est une valeur au cœur de la fonction publique.

N'étant pas signataire de l'accord du 31 mars 2011 sur les non titulaires, la FSU ne reçoit que peu de réponses des

responsables politiques et administratifs de la Fonction publique sur les questions qu'elle porte sur la situation des ces personnels, même si en agissant avec les personnels ses syndicats sont reconnus sur ces dossiers dans leurs secteurs.

Cependant, le nombre de contractuels ne recule pas, la précarité est très fréquente et la double gestion de personnels titulaires et non titulaires est source de tensions.

Cette question ne peut être plus longtemps regardée comme réglée par l'accord Sauvadet et doit être l'objet d'une nouvelle concertation avec l'ensemble des organisations représentatives.

La négociation « qualité de vie au travail » (QVT) se prolongera jusqu'en janvier 2015.

La déclaration commune du 25 septembre des fédérations syndicales a permis de faire évoluer positivement le document initial.

La FSU a contesté dans ces négociations, la logique de diffusion de « bonnes pratiques » et a défendu la reconnaissance de droits nouveaux pour les personnels.

### **Justice**

Au ministère de la justice, malgré l'affichage d'une préservation, l'effort budgétaire est en trompe-l'œil.

Les agents ne voient pas leur charge de travail diminuer et ne peuvent remplir leurs missions dans des conditions dignes, tant pour eux-mêmes que pour les justiciables.

A l'administration pénitentiaire, les postes supplémentaires sont loin du compte à la lumière de l'augmentation de la population pénale et au regard des besoins générés par la réforme pénale.

Quant à la Protection judiciaire de la jeunesse, la plus grande partie des moyens reste absorbée par la politique d'enfermement des mineurs, qui est toujours en vigueur.

A minima, ces moyens doivent être réorientés vers l'action conduite en milieu ouvert, conformément aux orientations proclamées par la ministre de la justice, mais qui, pour le moment, restent lettre morte.

### **Éducation et Enseignement supérieur**

La politique éducative du gouvernement, qui reste affichée comme une priorité, n'est pas à la hauteur.

La réussite de tous les jeunes est une question de justice sociale, c'est aussi une question d'émancipation essentielle pour chaque jeune.

Réussir son parcours scolaire, obtenir une qualification, constituent des atouts essentiels pour réussir sa vie personnelle et professionnelle. L'éducation est un facteur majeur d'égalité et de cohésion sociale.

Et sans un haut niveau de formation, les évolutions technologiques, écologiques, culturelles... y compris les réformes en cours comme celle de « l'adaptation de la société au vieillissement » seront difficile à mettre en ½uvre.

Les politiques éducatives sont elles aussi à mi-mandat : les grandes orientations décidées par la loi de refondation peinent à se concrétiser, les grands projets sont en attente d'arbitrages et il est difficile d'en mesurer la pertinence.

D'autres déjà en ½uvre (rythmes scolaires, enseignement professionnel, formation...) ne répondent pas aux enjeux de la démocratisation et suscitent de nombreuses inquiétudes.

Le décret sur les instances de concertation inter-degrés va entraîner nombre de problèmes au sein des équipes (caporalisation du métier, hiérarchies intermédiaires, liaison inter-degrés artificielle au plan pédagogique et en contradiction avec nos missions et nos statuts, volontariat nécessaire des équipes...).

La mise en ½uvre de la nouvelle carte des REP, édifiée à volume constant alors qu'elle inclut désormais Mayotte, et dans de nombreuses académies dans une opacité inacceptable, va léser de nombreux réseaux et décourager leurs personnels.

La logique exclusivement centrée sur le collège de rattachement ne permet pas de prendre en compte les situations particulières en primaire, et les lycées ne sont toujours pas pris en compte.

La FSU demande que les indicateurs des collèges soient connus de façon à ce que cette carte soit travaillée dans la transparence.

Le périmètre de la carte doit être revu pour permettre à la fois le maintien des REP dont la situation sociale ne s'est pas améliorée et l'entrée de nouveaux réseaux.

La FSU a demandé la tenue d'un [CTM](#) consacré à l'éducation prioritaire.

Alors que des discussions sont en cours sur l'avenir des Segpa, et que le ministère annonce leur pérennisation en l'état à la rentrée 2015, il y a dans certains départements des annonces de fermetures de 6ème Segpa, sans concertation.

La FSU demande le maintien de ces classes, pour que les élèves de SEGPA puissent bénéficier des enseignements adaptés dès la sixième et, si nécessaire, pendant les quatre années de leur scolarité collégienne.

Le travail d'information via l'observatoire, les interpellations, les mouvements locaux ont permis une reprise en compte par le ministère des analyses de la FSU concernant la crise du recrutement et les défaillances de la mise en ½uvre de la réforme des Espe.

Les premières informations sur les inscriptions aux concours 2015 sont alarmantes : ratios inscrits / postes au concours insuffisants pour les PE, baisse de 3,2% des inscrits au CAPES.

La FSU demande que des mesures d'urgence soient prises, et la discussion lancée sur une remise à plat à moyen et long terme.

Elle appelle à signer et à faire signer massivement la pétition « il y a urgence à redresser la barre ».

La rentrée 2015 se prépare sous de mauvais auspices : le budget alloué à l'éducation ne permettra pas de faire face dans de bonnes conditions à la hausse démographique, à la nécessité de renforcer l'organisation et la qualité du service public d'Education (services administratifs, de santé et sociaux).

Il faut pourtant apporter des améliorations aux conditions de travail, aux problèmes d'effectifs, à l'augmentation des charges de travail.

Les moyens supplémentaires consentis seront affectés en priorité aux stagiaires et à la nouvelle carte des REP, augurant mal de la formation continue, des dispositifs pédagogiques pour une véritable relance de la démocratisation scolaire, mais aussi des réformes attendues du collège et du lycée et notamment de l'enseignement professionnel alors que l'offensive du développement de l'apprentissage se poursuit.

Dans le cadre de la semaine d'action pour mettre les services publics, et notamment ces problématiques éducatives au cœ�ur des enjeux, le meeting/rassemblement du 22 novembre doit permettre à la FSU avec ses syndicats nationaux de mettre en avant ses revendications et de populariser son projet éducatif à quelques jours des élections professionnelles.

### **Enseignement supérieur et la recherche :**

La manifestation remarquée du 17 octobre à Paris et les nombreux rassemblements en [régions](#) qui l'ont accompagnée, ainsi que le rassemblement du 4 novembre au soir, suivi d'une marche jusqu'à l'assemblée nationale où allait se discuter le budget de l'ESR, les organisations syndicales - dont les syndicats du Sup de la FSU - ont rappelé l'importance du financement public en faveur de l'ESR et notamment de l'emploi scientifique et des financements pérennes ;

les amendements parlementaires qui remettent en cause - même partiellement - le CIR sont un encouragement à amplifier le mouvement.

### **Retraités :**

Comme les actifs, les retraités subissent les politiques d'austérité et leurs conséquences. La FSU se félicite des mobilisations des retraités du 30 septembre dernier et du succès des Journées d'automne.

Les débats et notamment avec les invités (président de la FERPA) montre que la [SFR](#) est une force qui compte. La FSU poursuit ses actions : lettre aux parlementaires, adresse aux retraités, mise en discussion d'une action nationale dans un cadre unitaire le plus large.

La FSU dénonce le projet d'arrêté qui exclu les retraités des instances de l'action sociale dans la fonction publique.

De nombreux personnels actifs et retraités sont floués par la nouvelle décision de baisse de 30 à 50% des droits acquis au COREM et de 16% pour les retraités. Cette décision conforte notre opposition aux mécanismes de capitalisation.

### **Droits et libertés**

Depuis les expulsions de Katchik et Leonarda, à la demande du ministère aucun lycéen n'avait plus été expulsé.

Il semble que le gouvernement cherche à nouveau à expulser des lycéens devenus majeurs en refusant de les laisser finir leurs études.

La FSU participe à la campagne initiée par [RESF](#) : « ils ont commencé leurs études, ils doivent pouvoir les finir. » La FSU est aux côtés de Yero à Paris, enfin libéré du centre de rétention après 3 semaines, et Kamel à Poitiers, tous deux restent sous OQTF.

Alors que nous célébrons le 25ème anniversaire de la signature de la déclaration des droits de l'enfant, le gouvernement n'apporte toujours pas l'assurance aux jeunes mineurs sans papier qu'ils pourront poursuivre leurs études.

Le Défenseur des Droits a d'ailleurs mis à l'index la France pour son traitement des mineurs isolés étrangers (tests osseux, refus de protection...).

La FSU apporte son soutien à la Fidl qui héberge ces jeunes. Elle réaffirme qu'il est de la responsabilité des pouvoirs publics d'assurer des conditions de vie décentes pour les lycéens isolés et demande au gouvernement que cette responsabilité soit assumée.

### **Action**

Considérant que le mouvement social doit prendre ses responsabilités face à la gravité de la situation économique et sociale, la FSU juge nécessaire une rencontre interprofessionnelle et prend les contacts en vue de cette rencontre.

Face à la situation faite aux agents de la Fonction publique notamment en ce qui concerne les salaires et l'emploi, après la grève du 15 mai et la journée d'interpellation du 18 novembre, la FSU poursuit le processus de mobilisation afin d'obliger le gouvernement à prendre en compte ces revendications.

Elle invite les fédérations de fonctionnaires à se retrouver avant les vacances de Noël afin d'envisager une nouvelle mobilisation dans un cadre unitaire le plus large possible.

Face aux enjeux éducatifs qui nécessitent un engagement fort du gouvernement, après la semaine d'action du 17 novembre et notamment la journée Education du 22, la FSU poursuit un processus de mobilisation des personnels.

Dans certains départements des mobilisations et actions de grève ont déjà lieu ainsi que dans certains établissements et écoles de l'éducation prioritaire. La FSU met en débat, dans la Fédération et avec les personnels, la proposition d'une grève nationale dans l'Education, organisée rapidement afin de concrétiser réellement la priorité à l'Education.

La FSU reste très investie, à tous les niveaux, dans la Convergence des collectifs de défense des services publics notamment pour la réussite de la manifestation à Guéret du mois de juin.

Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le mouvement continue à s'élargir (organisations syndicales, collectifs (Science en Marche, collectifs de précaires), institutions, etc.) pour un travail commun dans la durée sur le financement de l'ESR (refondation du Crédit Impôt Recherche par exemple). Etapes principales :

- le 20 novembre : journée « austérité et alternatives » dans l'ESR, à l'initiative du SNESUP, du SNASUB et du SNCS, avec témoignages et propositions issues des établissements et participation de parlementaires à l'université Descartes à Paris.
- le 11 décembre, manifestations (nationale à Paris et déclinaison en région, en phase avec les votes des budgets des universités), sur le thème du budget et de l'emploi scientifique.

Alors que le chômage repart à la hausse, que les chômeurs ont fait l'objet d'un mépris intolérable à travers les propos du Ministre du travail et que les menaces pèsent sur le maintien des allocations, la FSU appelle à la manifestation du 6 décembre prochain avec les principales associations de chômeurs (Mouvement national des chômeurs et précaires -MNCP, Agir contre le chômage et la précarité - AC ! et l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires - APEIS) afin d'exiger le gel des nouveaux dispositifs de contrôle et la tenue d'une table ronde avec les partenaires sociaux et l'État pour mettre en œuvre une "politique majeure d'accompagnement et de formation" des demandeurs d'emploi.

La FSU soutient la grève organisée par le SNU-Pôle Emploi pour défendre la situation des agents publics de Pôle emploi.

Alors que s'ouvre la semaine de l'emploi des personnes handicapées (du 17 au 22 novembre), la FSU rappelle que le chômage touche deux fois plus ces salariés que les autres. Aux côtés des associations et des autres organisations syndicales, elle s'oppose aux ponctions décidées par le gouvernement sur les réserves des fonds destinés à l'emploi des personnes en situation de handicap (AGEFIPH, [FIPHFP](#)). La FSU portera ses revendications, notamment à l'occasion de la Conférence nationale du Handicap du 11 décembre.

Contre les violences faites aux femmes, la FSU donne aussi de la voix.

Elle dénonce les violences dont les femmes continuent à être victimes : viols et agressions sexuelles, violences conjugales et familiales, harcèlements, mutilations sexuelles, prostitution, mariage forcé, lesbophobie, violences en milieu scolaire, violences contre les femmes en situation de handicap, contre les femmes migrantes... Trop souvent tolérées, pas assez sanctionnées, ces violences spécifiques contre les femmes nécessitent une loi-cadre qui permettra de leur garantir une réelle protection.

Pour la FSU, la lutte contre ces violences passe aussi par une politique volontariste de prévention, notamment par l'éducation de tous et toutes dès le plus jeune âge, et la formation, initiale et continue, de tous les personnels au service du public.

Et les politiques d'austérité fragilisent et précarisent encore plus les femmes ce qui constitue une violence supplémentaire.

La FSU appelle à participer partout aux actions et manifestations dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre.

Depuis 2000, la FSU participe à l'organisation et aux actions initiées par la Marche mondiale des femmes, dont les principaux objectifs sont de lutter contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. La FSU incite les militant-e-s à participer à la quatrième édition de la MMF.

L'investissement dans la campagne « Unis contre l'extrême droite » et dans le collectif « Pour un avenir Solidaire » doit s'intensifier face à la poussée de l'extrême droite (dont son entrée au sénat est un indicateur). La FSU doit assurer la réussite du colloque organisé par ce collectif les 21 et 22 novembre prochain, « Occupons le terrain ! ».

Pour : 97 - Contre : 16 - Abs : 1 - Rdv : 1